

Avant-propos

LE MEXIQUE DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Nous posons innocemment le pied sur le sol du Mexique et nous nous trouvons emportés au centre de l'incohérence, dans l'œil tranquille de la tourmente. Il n'y a pourtant pas une très grande différence entre le Vieux Monde et le Nouveau, mais ici tout est plus accusé, nous vivons à 2 000 m d'altitude et les volcans pointent le bout de leur nez à plus de 5 000 mètres. Nous nous trouvons confrontés à un même mode de vie, mais avec un petit plus qui révèle son incohérence et sa frénésie, et nous nous trouvons emportés dans un tourbillon, dans une sorte d'implosion de la vie sociale, un effondrement frénétique de la société en elle-même. Et cet effondrement à l'intérieur de soi de la société s'étend, gagne du terrain, avec un côté apocalyptique que nous ne remarquons plus en Europe.

Les millénaristes annonçaient avec terreur le règne de la guerre de tous contre tous, cette effroyable déliquescence des rapports, cette abyssale décomposition comme si toute vie sociale devait s'abîmer en elle-même. Ici, où la générosité côtoie le crime le plus sordide, et la simplicité des rapports, l'âpre déchaînement des passions, les prédictions millénaristes deviennent pour nous réalité, comme si nous avions besoin de ce contraste, de ce petit dépaysement intime, pour saisir l'horreur de notre situation. C'est la guerre menée contre l'humanité, dit Marcos, le sous-commandant de l'armée zapatiste, un génocide qui ne vise pas un peuple en particulier, mais tous les peuples, toute forme de vie sociale autonome. Ce processus de désintégration n'est pas immédiat, il se fait avec une certaine lenteur, il rencontre des résistances, qu'il érode peu à peu, souterrainement, et puis, soudain, un pan que l'on croyait solide s'effondre.

Nous pouvions voir dans l'argent, à la manière de Hegel, une « ruse de la raison », qui fait que les gens communiquent malgré eux, à leur insu, qu'ils communiquent par le biais de motivations parfaitement égoïstes. Ce n'est pas suffisant, nous devons pousser le paradoxe à ses extrémités : l'argent est à la fois un moyen de communication et son contraire. Il est à la fois l'expression de l'humanité, en tant que pensée objectivée de la médiation, et son contraire, dans la mesure où il pousse l'homme à ne connaître qu'un rapport immédiat avec lui, et à s'en contenter. Ce qui était pensée de la médiation devient dans la pratique un besoin immé-

diat, c'est-à-dire un besoin que j'entends satisfaire par mes propres moyens, sans passer par la médiation de l'autre et qui, en outre, me permet de satisfaire tous mes besoins, du moins en principe, sans passer par autrui. Il met fin à toute éthique si nous pensons que l'éthique repose sur le respect des règles de réciprocité.

Ce sens de la réciprocité ne se limite pas, en général, au microcosme que forme une société, il s'étend au cosmos, à l'espace vital d'un peuple. Les Huicholes, par exemple, se sentent redevables de la nourriture qu'ils consomment :

« Tout au long de son existence, l'homme est débiteur envers les dieux. Ceux-ci ont bien pour fonction d'alimenter leurs créatures – et leurs mains symbolisent le pouvoir de créer et de nourrir – mais tout ce que l'homme consomme se trouve soumis au principe de la réciprocité. S'alimenter implique en effet pour lui un engagement. Les dieux lui prêtent la nourriture. La déesse Nakawé dit explicitement aux hommes que le maïs et les patates douces lui appartiennent et qu'elle ne fait que les prêter comme aliments. ¹»

De ce point de vue, l'offrande aux dieux acquiert le sens d'un retour. « Les hommes meurent toujours en débiteurs des dieux. »

L'argent mine peu à peu cette notion de réciprocité, la dissout et elle finit par disparaître de la conscience de l'homme. Celui-ci n'obéit plus alors qu'à deux sollicitations, celle du pouvoir et celle de la survie, qui, toutes deux, le rejettent dans son isolement : seul contre tous. La boucle est bouclée, en se matérialisant, la pensée devient l'objet immédiat de mon besoin, ce qui me fait retomber dans un état proche de celui de nature, si nous définissons l'état de nature par une relation non médiatisée entre le besoin et sa satisfaction. La bourgeoisie, au moment où elle s'émancipait des règles de la vie collective, ne croyait pas si bien dire en parlant des « droits naturels » de l'homme, elle avait sans doute l'intuition que ses exigences étaient celles de l'individualisme libéré des contraintes sociales. Et c'est cet « homme » abstrait qu'elle a érigé en homme universel.

Avec l'activité égoïste, déliée de toute notion de réciprocité et d'engagement envers autrui et la communauté, nous retombons bien dans un état de nature. Evidemment, il ne s'agit pas de la « nature naturante », un animal n'aurait pas l'idée de se servir d'une Carte Bleue ni de tomber dans les travers et les obsessions que nous connaissons. Il s'agit plutôt d'un état second de nature, c'est pour cette raison que je parle d'implosion, d'effondrement de la société en elle-même, comme il peut y avoir dans les régions calcaires des terrains qui s'effondrent ainsi sur eux-mêmes, formant des gouffres à ciel ouvert, ou encore des univers qui ne retournent pas à un « avant » du Big Bang, mais qui s'effondrent sur eux-mêmes indéfiniment, qui s'épuisent ainsi en eux-mêmes jusqu'à former des trous noirs.

Les Mexicains sont encore proches de ce qu'ils ont été amenés à rejeter ou à

1. Zingg, Robert M., *Los Huicholes. Una tribu de artistas*, trad. Celia Paschero, 2 vol., Mexico, INI, 1982, cité par Alfredo López-Austin in *Les Paradis de brume. Mythes et pensée religieuse des anciens Mexicains*, trad. Carmen Val Julián, Paris, Maisonneuve et Larose, 1997.

refouler, leur « indianité ». En Europe, nous avons plutôt connu un abandon progressif des usages, un lent naufrage, ici il y a eu rejet, rejet du monde maternel pour passer définitivement de l'autre côté, du côté du père, du conquérant, du prédateur ; en Europe ce sont les fils d'émigrés qui sont confrontés à un choix décisif entre leur culture d'origine et un monde déculturé. Il y a là une violence sur soi, qui est encore perceptible comme une colère intérieure, une colère rentrée, c'est le monde de la Chingada, de la trahison, de la mère violée, de la mère répudiée et honnie, l'envers de celui de la mère vénérée, la Guadalupe, la Villita.

Tout ici est plus exaspéré, la course au pouvoir comme le goût pour la révolution. Nous nous trouvons emportés aux extrémités, il y a les mêmes corruptions et les mêmes scandales qu'en France, la même impunité des notables et des gens de pouvoir, et le scandale du Crédit lyonnais vaut bien celui de Fobaproa, ainsi appelle-t-on ici le système mis en place pour faire payer par les contribuables la faillite frauduleuse des banques. Les terribles assassinats en série de plus de 400 jeunes femmes pauvres, et par conséquent invisibles pour le pouvoir, travaillant dans les *maquiladoras*² de la ville frontière de Juárez, rappellent les tragédies de Belgique et plus récemment de Toulouse.

Ici et là apparaît le côté obscur et sanglant du pouvoir, ce que le pouvoir signifie, sa vérité : une perversion des rapports liée au sentiment d'impunité. Les tragédies de Belgique et de Toulouse ont su garder un côté exceptionnel, le pouvoir dépravé est présenté comme l'exception qui confirme la règle du bon pouvoir, c'est du moins ce qu'on nous laisse entendre, comme si le pouvoir n'était pas, en soi, une dépravation des rapports humains, comme l'a fort bien montré le marquis de Sade. Ciudad Juárez, plus de 400 jeunes femmes assassinées, ce n'est plus l'exception, c'est la norme. Ici le pouvoir ne fait même pas semblant de s'effusquer. Crimes passionnels, crimes de macs, crimes initiatiques, pour entrer dans des bandes liées au trafic de la drogue, crimes de partouzes où seraient impliqués (selon un journaliste d'investigation) six hommes d'affaires intouchables de part et d'autre de la frontière, crimes en série, 90 femmes assassinées auraient été victimes d'au moins deux *serial killers*, crimes liés à la confection et à la vente de vidéos pornographiques, ce n'est pas Los Angeles des années 50, c'est Ciudad Juárez 2008, c'est le Grand Nulle Part, le dernier cercle, l'œil.

Oscar Máynez, criminologue, a travaillé, sur le cas des huit corps trouvés dans un champ de coton le 6 novembre 2001, il a démissionné. Les policiers de l'État voulaient l'obliger à semer des preuves contre deux membres de la bande des *choferes* (des chauffeurs), Victor González Meza et Javier García. Finalement, les

2. *Maquiladora* : atelier de confection, mot qui a pris le sens d'usine (ou atelier) hors douane sur le territoire national mexicain, l'entrepreneur étranger (en général une multinationale) profite alors des avantages que lui offre le gouvernement mexicain et en particulier des salaires très bas et des droits du travail extrêmement limités. Ville *maquilera* : ville où s'est multiplié ce genre d'usines, qui emploient le plus souvent, tant le travail est peu payé, un personnel féminin.

policiers n'ont pas eu besoin de preuves, Victor González Meza et Javier García ont fini par s'accuser des huit crimes... avec un peu de persuasion de la part des policiers. Plus tard, le 5 février 2002, Mario Escobedo Anaya, l'avocat de González Meza, meurt, assassiné « par erreur » par la police judiciaire de l'État, en fait, il était tombé dans un véritable guet-apens. Une année plus tard, exactement, en février 2003, González Meza est trouvé mort dans sa cellule, après une intervention chirurgicale des plus suspecte. Que savaient-ils, l'avocat et le prévenu ? Quels obscurs secrets avaient-ils fini par percer, peut-être à leur insu ? Dans cette affaire, la *Triple Jornada* se lit comme un roman de James Ellroy.

Tous ceux qui ont été arrêtés et accusés jusqu'à présent ne sont que des boucs émissaires. Nous pouvons même avancer avec certitude que le travail de la police a consisté à chercher avec fébrilité des boucs émissaires, c'est que les familles les plus riches de Chihuahua, de Ciudad Juárez et d'El Paso, les procureurs, les politiques et les flics sont mouillés jusqu'au cou dans cette affaire.

Tout a commencé avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), cette ville frontière a alors basculé dans l'enfer, celui des *maquiladoras*, celui des trafics en tout genre, de la drogue, des hommes, des femmes, celui de la corruption, celui du pouvoir et de l'asservissement. Comme le signale Alejandra Sánchez dans son documentaire *Ni una más (Ni une de plus)*, « *las mujeres son desechables en una ciudad maquilera* » (les femmes sont jetables dans une ville *maquilera*).

Et cette guerre menée contre le genre s'étend, elle touche aujourd'hui Chihuahua, plus au sud Mexico et, plus au sud encore, Guatemala Ciudad.

Au Mexique comme en France, la même impatience fébrile d'une minorité pour s'emparer de tout bien commun, la même impatience à mettre fin aux droits collectifs, que ce soient les droits des communautés et des peuples, comme le droit à la terre, ou les droits, acquis de haute lutte, des travailleurs. Il y a eu des résistances en France à ce dépouillement, il y en a encore, mais une certaine lassitude se fait sentir avec la déliquescence progressive des cultures ; c'est que cette volonté brutale ne date pas d'hier. Depuis la contre-révolution française, avec le démantèlement des communaux et des domaines de l'Église, cette volonté de dépouillement s'est manifestée comme l'unique moteur de ce qu'il est convenu d'appeler la vie sociale. Au Mexique, cette volonté se heurte encore à des nœuds de résistance.

Quand ce sont les marchandises qui ont de l'esprit, le monde des hommes, où l'on croise de plus en plus de quatre-quatre qui chassent le buffle sur les autoroutes de France et de Navarre, devient d'une banalité extrême.

Eliot Weinberger est un intellectuel américain, il est un des rares intellectuels américains critiques à l'égard du gouvernement des États-Unis. Il dit que « la principale menace pour le peuple des États-Unis est son propre gouvernement ». Je suis tout à fait d'accord avec lui, bien qu'il retarde un peu, cela fait des lustres que les États sont des menaces pour les peuples. Eliot Weinberger est l'auteur

d'un essai, *Le 12 septembre*, un recueil de textes envoyés sur Internet à partir de cette date. Il écrit par exemple :

« Juste avec les missiles Tomahawk et les bombes que laissent tomber les F-14, les F-16, les B-52, les B-1, les États-Unis ont aussi lancé 37 500 colis de « rations journalières humanitaires » (un repas individuel avec tout le nécessaire, jusqu'à des essuie-mains humides pour se laver les doigts après le repas) ; dans un pays où quatre millions de personnes meurent de faim, les colis contenaient des sandwiches de beurre de cacahouète et de la confiture. Les sandwiches de beurre de cacahouète sont comme des icônes pour la famille Bush, Bush fils a déclaré que les sandwiches de beurre de cacahouète sont ce qu'il préfère. Bush père, peu après avoir été élu président, avait ébauché sa vision du futur de cette façon : "Nous devons conserver les États-Unis comme l'a défini une fois un enfant : l'endroit qui ressemble le plus au paradis. Avec beaucoup de soleil, des endroits pour nager et des sandwiches de beurre de cacahouète." »

Un autre *gringo* sympa est Kevin Danaher, un des manifestants arrêtés à Seattle et organisateur de Global Exchange, il dit : « L'Organisation mondiale du commerce est en vérité une tentative de coup d'État du patronat. Il ne s'agit pas de commerce, mais bien de la prise de pouvoir patronal sur les gouvernements nationaux, avec la volonté de circonvenir la démocratie. » J'aime bien l'expression « coup d'État du patronat », mais cela fait tout de même un bout de temps qu'il a eu lieu, la contre-révolution française fut un coup d'État du patronat qui a réussi au-delà de toute espérance. Simplement le pouvoir totalitaire des marchands, qui se sont définitivement dispensés de tout engagement social, s'étend. Ce pouvoir contrôle parfaitement la vie des gens dans la vieille Europe, les États-Unis, le Canada, le Japon... où il a ruiné les anciennes cultures et où il ne rencontre plus d'organisations collectives suffisamment fortes pour lui opposer une résistance effective. Maintenant, il cherche à contrôler les échanges au niveau planétaire... Chercher à contrôler les échanges au niveau planétaire signifie chercher à contrôler la vie des gens au niveau planétaire. L'argent est un mode de communication totalitaire qui entraîne la ruine de tout autre mode de communication.

Beaucoup de « critiques » du capitalisme s'arrêtent en cours de route et ne voient pas dans l'argent un mode de communication, ils pensent que nous pouvons critiquer le capitalisme tout en continuant à vivre sous le même mode de communication, ce qui me paraît absurde. Ils demandent un peu moins de capitalisme ou un peu plus d'État. Seuls des modes de communication différents, que j'appelle « cultures » (terme générique), sont à même de critiquer un mode de communication totalitaire. Une culture est un mode de vie sociale qui se passe de l'État et de l'argent ou dans lequel aussi bien l'État que l'argent n'ont encore qu'une présence marginale. Nous devons aussi penser que l'État moderne naît avec le capitalisme, naît avec l'argent comme mode de communication dominant.

En France nous avons connu dans un passé proche des cultures, culture paysanne, culture des quartiers ouvriers, qui ont résisté un certain temps ou su se

reconstituer face au mode de communication dominant. Pour en finir avec elles, l'État a dû employer les grands moyens : massacre de la Commune de Paris par l'armée de Versailles et deux guerres mondiales, entre autres. La Première Guerre mondiale fut particulièrement efficace pour régler par le vide le problème paysan.

Le monde marchand est un monde totalitaire. C'est Saturne dévorant ses enfants, ultime étape de l'aliénation, quand la pensée de l'échange est à ce point éloignée des hommes qu'elle se retourne contre eux.

Tout se joue sur le terrain, au niveau local ou régional, sur la résistance que montrent un peuple, une société, une culture, une collectivité aussi réduite soit-elle, à disparaître. Que peut une communauté indigène perdue dans une île du Pacifique et qui se meurt lentement victime du saturnisme contre une multinationale ?

Résister avec une petite chance de succès implique la solidarité des cultures, un réseau horizontal et un renforcement des liens entre les différents mouvements de résistance, une reconnaissance mutuelle. Est-ce là l'enjeu de notre époque ? Entre, pour reprendre une idée zapatiste, un monde en guerre contre tous les mondes et un monde qui contiendrait tous les mondes ? Entre un monde unique et la diversité des cultures ?

Comment renforcer son enracinement culturel, son autonomie, tout en reconnaissant l'humain et donc l'universel chez l'autre, chez celui qui obéit à d'autres mœurs, à d'autres usages ? Résister implique une profonde transformation de chaque société ou culture particulières, une profonde mutation qui les amènerait à reconnaître l'humain, et donc l'universel, dans le particulier et dans la diversité, l'identité dans la différence.

Quand les zapatistes parlent d'un monde qui contient plusieurs mondes, c'est une manière de répondre à la question et de dire que l'universalité contient plusieurs universalités, c'est en ce sens que je peux me dire relativiste. C'est une idée qui a surgi à notre époque, elle n'a pas surgi dans le monde dominant dit occidental, où nous éprouvons quelques difficultés à concevoir une universalité du genre humain qui ne serait pas unique, c'est notre héritage monothéiste et hégélien. Elle vient du monde indien. Ce n'est peut-être pas un hasard. Claude Lévi-Strauss semble dire dans *Histoire de lynx* que l'autre était contenu en creux dans la pensée amérindienne. Pour les Tzotzil, Manojel-Tojel, le dieu créateur, est à la fois un et multiple.

Pour résister au totalitarisme qui les détruit, les cultures doivent nécessairement construire une autonomie nouvelle, non plus fondée sur l'ignorance de l'autre culture, sur le repliement sur soi, mais sur l'ouverture. Recouvrer la mémoire des temps passés et fondateurs, remonter aux ancêtres mythiques, puiser dans les coutumes les règles d'un savoir-vivre ancestral tout en les remodelant afin que ces règles n'apparaissent plus comme exclusives. Les peuples doivent impérativement sortir du ghetto culturel dans lequel ils se trouvent et, trop souvent, se complaisent.

C'est à cette petite révolution culturelle que nous assistons actuellement au Mexique, à cette refonte de chaque culture, ikoot, tzotzil, wixárika, rarámuri, mix-

tèque, zapotèque, tojolabal, tzeltal, mixe... afin de ne plus apparaître comme exclusive, comme fermée aux autres : seulement se rencontrer et s'unir dans le respect de la différence. Il y a là un phénomène nouveau, imperceptible, silencieux, mais réel et important, que nous devons noter. Ce mouvement peut conduire à une déliquescence de la culture, c'est un danger que nous ne pouvons pas écarter, ou bien à une construction nouvelle, qu'il serait encore présomptueux de décrire. C'est sous la pression du monde dominant que les cultures sont contraintes au changement afin d'être en mesure de s'opposer au rouleau compresseur de l'Unique. Le mouvement zapatiste est un des moteurs de ce changement, de cette ouverture des cultures. Il s'est trouvé à l'initiative du dialogue entre les peuples indiens du Mexique, à travers la création du Congrès national indigène et les accords de San Andrés. Ce mouvement d'ouverture se précise actuellement avec l'Autre campagne zapatiste. L'Autre campagne, c'est aller à la rencontre des autres mondes, de toutes les forces de résistance à l'activité capitaliste, aller à la rencontre des modes de vie, des échanges, des cultures, qui se définissent et se construisent comme des modes de vie, d'échanges, de relations autres que ceux imposés par le monde marchand. À l'initiative du Congrès national indigène et des zapatistes, les peuples originaires du continent américain se sont retrouvés en octobre de l'année 2007 à Vicam, petit bourg du peuple yaqui dans l'État de Sonora.

Ce qui ressort de cette rencontre de Vicam est le surgissement des peuples originaires. Nous les avons cru morts et enterrés et voilà qu'ils surgissent des décombres où les avait laissés le monde capitaliste. Alors même que le mode de communication marchand étend son hégémonie à l'ensemble de la vie sociale et pénètre dans les recoins les plus reculés de la personne comme de la planète, un mode de vie que l'on croyait disparu à tout jamais, couche géologique enfouie dans les profondeurs de l'humanité, refait surface. Sous le soleil des tropiques, dans la poussière ocre du désert, parmi les tombes débordant du cimetière tout proche pour s'étaler à découvert sur ce qui pouvait évoquer très vaguement un terrain de foot, des peuples du Nouveau Monde se sont retrouvés sur le sentier de la guerre. Cet événement, s'il a un peu inquiété l'État du Mexique et surtout l'État de Sonora, est passé inaperçu dans le reste du monde : un événement dérisoire qu'un souffle de vent venu du désert pourrait balayer, mais, pourtant, aussi solennel qu'une déclaration de guerre. Au moment où dans leur confrontation au monde occidental ils semblaient définitivement défaits, les peuples originaires ont retrouvé le fil de leur histoire là où ils l'avaient laissé. Voilà qu'ils se relèvent pour défier à nouveau leur ennemi quand celui-ci semble invincible : soubresauts désespérés d'une humanité écrasée sous le talon de fer d'un monde totalitaire ou signes avant-coureurs et à peine audibles d'un renouveau, d'une renaissance ?

Depuis les années 80, l'État mexicain s'est ouvertement engagé dans une politique libérale accompagnée de la privatisation accélérée des biens nationaux, cela revient à mettre le pays, et ses habitants, entre les mains des multinationales. Cette politique s'inscrit dans le devenir marchand de la planète, elle obéit à une

logique, celle du monde capitaliste contraint à diviser sans relâche du travail ou à disparaître, en fait à supprimer toujours plus le travail d'autrui dans l'activité marchande. Ce sont désormais les multinationales, surtout d'origine nord-américaine, qui ont la pensée, ce qui leur donne un avantage considérable sur ceux qui n'ont que le travail (et qui se trouvent par conséquent jetés dans une dépendance absolue à l'égard de ceux qui ont la pensée de leur travail). Bien des Mexicains veulent garder une part de leur dignité et ne pas tomber dans une totale servitude. C'est ce qui explique leur attachement à la terre, c'est elle qui reste la garante de leur dignité : « la terre ne se vend pas », que ce soit pour en faire un terrain de golf ou un aéroport. Les Américains du Nord ont donné le nom de démocratie à ce totalitarisme de type marchand et ils font la guerre, avec leurs alliés en démocratie, pour l'exporter partout sur la planète.

La démocratie a vraiment commencé au Mexique en 1988 par la fraude, le candidat de l'opposition de gauche, Cuauhtémoc Cardenás, avait toutes les chances d'être élu quand une panne informatique est survenue à bon escient pour brouiller les votes. Finalement ce fut le candidat de « l'avancée démocratique » qui fut élu, Salinas de Gortari. Cuauhtémoc Cardenás fut vite consolé en obtenant le poste de gouverneur de la capitale. Salinas de Gortari va commencer à privatiser avec entrain le pays pour aboutir en 1992 au traité de libre commerce avec les États-Unis et le Canada. Deux ans plus tard, en 1994, des hommes et des femmes d'origine indienne se lèvent au Chiapas et occupent des terres.

En 2006, l'avancée démocratique est consolidée, le candidat de la droite, Felipe Calderón, est élu grâce à la fraude ; les intellectuels qui soutenaient le candidat de l'opposition progressiste, López Obrador, accusent les zapatistes de cet échec, puis ils font contre mauvaise fortune bon cœur. Les habitants des quartiers populaires d'Oaxaca organisent la vacance du pouvoir, ils ne veulent plus de leur gouverneur, Ulises Ruiz Ortiz, élu grâce à la fraude lui aussi ; ils occupent leur ville, ils élèvent des barricades. Il a fallu l'intervention des forces fédérales pour mettre fin à l'insurrection proprement dite six mois plus tard.

Les municipalités et les régions autonomes zapatistes continuent à résister dans le Chiapas. Felipe Calderón, dit Fécal, signe avec les États-Unis un traité militaire, *l'Initiative de Mérida*, l'armée mexicaine avec l'aide financière et stratégique des *gringos* a désormais pour vocation le maintien de l'ordre dans le pays : l'ennemi est intérieur. L'armée, qui était déjà bien présente dans les régions à forte présence indienne comme le Chiapas, l'Oaxaca et le Guerrero, accentue sa pression et sous

3. La plupart du temps c'est l'armée qui contraint le paysan à semer la marijuana ou l'opium, quand ce ne sont pas les pistoleros de la mafia avec la complicité de l'armée. C'est pour l'armée un bon moyen de contrôle de la population autochtone. Elle peut bien brûler de temps en temps devant les caméras de télévision appelées pour l'occasion quelques champs et condamner lourdement les paysans indiens, cela n'a pas de conséquences réelles pour les trafiquants qui se contentent d'augmenter le prix de vente de la drogue sous prétexte de rareté.

le fallacieux prétexte de rechercher des champs de marijuana ou d'amapola³ instaure la terreur dans les campagnes. Dans un village de l'Oaxaca, l'armée a tiré sans sommation sur un groupe de paysans indigènes qui nettoyait un champ dans le cadre du *tequio*⁴, deux paysans sont morts et deux autres ont été blessés.

Quel est donc cet ennemi intérieur qui oblige à de si grandes manœuvres militaires et policières ? J'ai envie de répondre : la population pauvre en général, c'est elle la première victime de cette ouverture du Mexique au marché mondial ; mais cette population qui a émigré des campagnes, où elle ne peut plus survivre, pour peupler la périphérie des grandes villes est déjà isolée. Elle trouve bien en arrivant en ville ou aux États-Unis, si elle a choisi de s'exiler, une solidarité familiale, un réseau de « compatriotes », mais elle devra pourtant s'en sortir seule, par ses propres moyens. En faisant le pas, en quittant son village, elle a opté, forcée, pour un comportement individualiste, elle a choisi d'entrer dans le monde du chacun pour soi et de la lutte de tous contre tous. Nous avons affaire à une population déracinée, qui ne présente pas un danger immédiat pour le pouvoir, au contraire, la désagrégation de cette population, le renforce. Cependant, beaucoup gardent encore un lien avec la communauté d'origine ; l'aventure de la servitude volontaire, car c'est bien de cela qu'il s'agit, est perçue, du moins au départ, comme une parenthèse, la vraie vie étant ailleurs, dans la communauté qu'ils ont dû quitter. On garde un lien affectif avec elle, on revient au moment des fêtes, on envoie de l'argent pour pallier sa propre défection... Peu à peu, pourtant, la fracture s'agrandit. En exil ou dans les quartiers périphériques, au début, les gens gardent bien et pour longtemps les réflexes d'un mode de vie communautaire, une ouverture aux autres, le sens de la réciprocité, mais peu à peu, sous la pression d'une guerre qui fait rage, ces automatismes se délitent d'une génération à l'autre. Ces immigrants de l'intérieur ou ces expatriés ne représentent pas vraiment un obstacle à l'activité capitaliste, c'est en amont qu'il convient de chercher « l'ennemi intérieur », là où la collectivité est encore construite sur des règles d'échange qui lui sont propres. Ces collectivités sont constituées par les peuples originaires attachés à un mode de vie et à un territoire. Toute entreprise capitaliste est perçue à bon escient comme une agression, qui touche à la fois leur mode de vie et leur territoire. Du côté capitaliste, ces communautés ou ces peuples en résistance représentent un obstacle à l'activité marchande et doivent donc disparaître.

Dans la ville d'Oaxaca, l'insurrection des *colonias* ou quartiers populaires a pu se développer et constituer une menace réelle pour le pouvoir parce qu'elle a su renouer très vite avec un mode de vie communautaire, dont elle retrouvait les automatismes au fur à mesure de son déploiement. C'est dans la nostalgie d'une vie communautaire encore proche qu'elle a trouvé ses appuis et puisé son sens. La communication des gens entre eux est le point de départ de tout mouvement insurrectionnel, les gens sont dangereux pour l'ordre quand ils commencent à

4. *Tequio* : travail commun au bénéfice de la communauté.

communiquer, c'est une étincelle, bien souvent, qui allume le feu de la communication ; dans le cas d'Oaxaca, ce fut la brutalité de la répression des maîtres d'école le 14 juin 2006 qui a tout déclenché. La rencontre de la lutte pour le territoire et l'autonomie menée par les peuples indiens des différentes régions de l'État et l'insurrection urbaine pour une autre société a présenté aux yeux de l'État un moment critique, celui de tous les périls.

Cette confrontation entre deux mondes, entre sociétés marchandes et sociétés dites traditionnelles est une des réalités de notre temps. Si cette réalité échappe encore aujourd'hui aux intellectuels européens, elle n'a pas échappé aux stratèges du monde capitaliste et en particulier de la première puissance mondiale. Le rapport *Tendances globales 2020*, produit par le Conseil National d'Information des États-Unis, concernant les différents scénarios possibles mettant en danger la sécurité du pays est fort éloquent : la menace la plus grande viendrait des peuples indigènes, de ceux qui invoquent des droits ancestraux sur les territoires convoités par les multinationales. Prenant comme exemple les luttes indigènes du Chiapas, d'Équateur, de Bolivie, le rapport précise : « Au début du XXI^e siècle existent des groupes indigènes radicaux dans la majorité des pays latino américains qui, en 2020, pourront croître d'une manière exponentielle, obtenant l'adhésion de la majorité des peuples indigènes... Ces groupes pourront établir des relations avec des groupes terroristes internationaux et des groupes antiglobalisation qui questionneront les politiques économiques des leaderships d'origine européenne. »

L'État mexicain est déterminé à porter le feu et le fer au cœur du pays. Il a apporté la ruine et l'épouvante ; sous prétexte de lutter contre les narcos, il a en réalité réactivé la guerre des clans et des cartels pour le contrôle du trafic de la drogue, il y a ceux qui ont désormais l'appui de l'armée et de la police et ceux qui l'ont perdu. Depuis lors chaque journée apporte son lot de morts par paquets de 10 à 15⁵ dans les villes du Nord comme Ciudad Juarez, Chihuahua, Tijuana... Cette guerre contre le trafic de la drogue a un autre avantage, celui de faire fi des droits constitutionnels des Mexicains : avec cette guerre, le Mexique entre une nouvelle fois dans une ère d'exception : perquisition et détention sans mandat, torture, assassinat. À ces règlements de comptes en tout genre s'ajoute la prise d'otage à tout va. La séquestration suivie d'une demande de rançon est devenue un sport national, c'est « la pêche au gros » comme en Colombie, une pratique courante des policiers en dehors de leurs heures de service⁶. Cette avalanche de meurtres et de crimes a généré un fort sentiment d'insécurité qui profite au pouvoir. Et le pouvoir en profite pour criminaliser les luttes sociales.

5. Le 13 août dernier, le journal *El Universal* comptabilisait 2 617 assassinats liés à la drogue depuis le début de l'année, vingt-deux pour la journée du 11 août dans le seul État de Chihuahua.

6. Selon le même journal un entrepreneur est enlevé chaque jour et rançonné dans l'État du Nuevo León. Des officiers de police ont récemment participé au kidnapping et à l'assassinat du fils d'un industriel dans la capitale.

À ce sujet, le procès des militants du Front populaire pour la défense de la terre (FPDT) d'Atenco est exemplaire. Entre décembre 2001 et janvier 2002, les habitants d'Atenco avaient défendu leur terre avec détermination et vaillance contre le projet d'aéroport international du gouvernement de Vicente Fox, ils avaient fait reculer celui-ci, qui dut finalement renoncer à son projet ; en mai 2006, le FPDT prenait la défense de fleuristes que le maire de Texcoco voulait déloger afin de céder leur place à la multinationale américaine Walt-Mart. La réaction de la municipalité de Texcoco, de l'État de Mexico dans lequel se trouve cette municipalité et de l'État fédéral fut d'une extrême brutalité : le village d'Atenco fut livré à la sauvagerie sans limite des troupes de la police fédérale, 3 000 soudards ont envahi ce petit village : deux morts, un nombre incalculable de blessés, dont certains laissés dans un état comateux, des femmes violées dans les cars au cours de leur transfert en prison, 200 prisonniers ensanglantés. Le juge vient de rendre son verdict : les militants du Front pour la défense de la terre ont été condamnés à des peines de prison allant de trente ans à plus de cent ans pour violence et séquestration⁷.

Cette inversion de la réalité sur laquelle s'appuie toute la politique de répression du gouvernement, nous la retrouvons en miniature, pourrait-on dire, chez nous : quand les CRS après avoir tabassé un quidam portent plainte pour coups et violences à l'encontre de ce pauvre quidam qui n'en peut mais. Cette politique a été poursuivie à Oaxaca : mettre en scène le spectacle d'une violence bien réelle en ayant recours aux paramilitaires des caravanes de la mort pour ensuite accuser les gens révoltés, mais désarmés, de générer la violence. Felipe Calderón, président, et Ulises Ruiz Ortiz, gouverneur, sont les nouveaux hommes d'État : la dégénérescence sociale, la perversion des mœurs, la déliquescence des usages représentent l'aboutissement de leur politique libérale tout en offrant les conditions idéales de sa poursuite.

La politique mexicaine actuelle est conduite par deux obsessions : privatiser le pétrole, la richesse principale du pays du point de vue marchand, qui avait été nationalisé sous Lázaro Cardenas, cette première obsession prend le devant de la scène et cache la deuxième obsession, qui, elle, fait l'unanimité des partis politiques : la privatisation des terres et des territoires indiens. Cette privatisation des terres communales et des terres ejidales⁸ avait été préparée par la modification de l'article 27 de la Constitution mexicaine en 1992. Ces terres qui étaient jusqu'alors inaliénables peuvent être parcellisées et devenir de petites propriétés privées, que le paysan peut vendre, louer ou hypothéquer. Des fonctionnaires

7. Dix prisonniers qui se trouvent dans la prison de Molino de Flores ont pris 31 ans, 10 mois et 15 jours, Trois autres, qui sont détenus dans la prison de haute sécurité de la Palma ont pris 67 ans et demi, Ignacio del Valle a vu ces 67 ans augmentés de 45 ans, ce qui porte la sentence à 112 années de prison.

8. Les terres ejidales sont des terres nationales cédées à un village ou un collectif de paysans par résolution présidentielle, la gestion de ces terres est semblable à la gestion des terres communales.

gouvernementaux passent dans les villages pour inciter les gens à modifier le statut qui régit leurs terres. Cette politique a des conséquences sociales catastrophiques et accélère l'exode rural, un territoire se voit ainsi morcelé et grignoté peu à peu par les grands propriétaires terriens qui pratiquent la monoculture en vue de l'exportation, les éleveurs de bétail, les compagnies minières, les compagnies liées à l'État qui y construisent des routes et des barrages, les exploitations forestières, les sociétés à vocation touristique. Le paysan se voit dépossédé de sa terre et les peuples originaires de leurs territoires. Cette politique de dépossession à grande échelle est accompagnée de toute une série de lois et de décrets comme la Loi agraire, La Loi des eaux nationales, la Loi sur les mines, La Loi d'accès aux ressources génétiques, la Loi sur la propriété industrielle... qui, toutes, favorisent les entreprises privées, principalement transnationales.

Actuellement beaucoup d'entreprises minières canadiennes envahissent les territoires indiens comme à Cruztón, dans la municipalité de Venustiano Carranza, au Chiapas, ou encore à Oaxaca sur le territoire du peuple cuicatèque, au mépris des droits des peuples et des conventions internationales signées par l'État du Mexique. Les peuples résistent, s'arc-boutent sur ces conventions qui les protègent, comme à Cruztón, comme à la Parota près d'Acapulco ou à « Poso de la Reyna » dans l'Oaxaca où la Commission fédérale d'électricité a l'intention de construire des barrages, comme à La Venta ou à Union Hidalgo dans l'isthme de Tehuantepec, qui est envahi par 5 000 éoliennes... Le danger vient de partout. Les territoires indiens sont mis aux enchères et on a le sentiment d'assister à la curée.

Cette politique génocidaire obéit à un plan bien précis ; au Mexique, la paysannerie représente 70 % de la population active, l'objectif affiché du gouvernement est de réduire ce taux à 30 % : que la campagne soit entre les mains des entreprises capitalistes, tel est le but. Le Canada, les États-Unis et le Mexique vont procéder comme ils l'ont fait avec la Colombie, envahie dans les années 70 par le blé nord-américain, en escomptant les mêmes résultats. Il s'agit de ruiner le petit paysan mexicain par l'importation massive du maïs nord-américain, vendu à un prix défiant toute concurrence, tout en permettant à Monsanto de cultiver du maïs génétiquement modifié dans le Nord. Ces gouvernements s'attendent à une réaction de ces hommes et de ces femmes qu'ils auront spoliés, d'autant que des mesures draconiennes sont prises aux États-Unis pour limiter l'entrée des travailleurs clandestins. Ils se sont préparés, avec le *plan Mérida* de coopération militaire, calqué sur le *plan Colombia*, à un affrontement, qu'ils jugent inéluctable.

Georges LAPIERRE